

<https://www.elcorreo.eu.org/HondurasManoeuvre-grossiere-des-putschiste-avec-l-approbation-des-Etats-Unis>

HondurasManœuvre grossière des putschiste avec l'approbation des Etats-Unis.

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : samedi 21 novembre 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Agence France-Presse

Tegucigalpa, le 20 Novembre 2009.

Le chef de l'État putschiste au Honduras, Roberto Micheletti, a annoncé jeudi qu'il se retirera du pouvoir du 25 novembre au 2 décembre, pour donner priorité à la présidentielle prévue le 29 novembre et dont le président déchu Manuel Zelaya réclame le report.

« J'ai décidé de suspendre l'exercice de mes fonctions publiques pour une période qui pourrait aller du 25 novembre au 2 décembre, décision que je prendrai après consultation des différents secteurs », a déclaré à la radio et à la télévision M. Micheletti, promu chef de l'État après le coup d'État qui a chassé M. Zelaya le 28 juin. « Mon but, avec cette mesure, est que l'attention de tous les Honduriens et Honduriennes se concentre sur le processus électoral et non sur la crise politique », a-t-il ajouté.

M. Zelaya venait de réclamer le report de la présidentielle, pour qu'elle puisse être « légitimée » par le pays et à l'étranger, où la plupart des pays latinoaméricains ont décidé de ne pas en reconnaître le résultat tant que l'ordre constitutionnel antérieur au coup d'État ne serait pas rétabli.

« Micheletti n'a pas renoncé, c'est une manœuvre grossière, il tente lourdement de dissimuler qu'il souille le processus électoral, qu'il souille la démocratie hondurienne », a réagi le président déchu à l'antenne de Telesur, la télévision lancée en 2005 par le président vénézuélien Hugo Chavez avec l'Argentine, Cuba et l'Uruguay.

M. Zelaya avait annoncé un peu plus tôt qu'il allait « contester légalement » la présidentielle si elle est organisée avant un vote du Congrès sur son retour au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat, le 27 janvier 2010.

Le Congrès (monocaméral) a fixé au 2 décembre ce vote prévu « sans précision de date » dans un accord signé entre M. Zelaya et M. Micheletti, promu président après le coup d'État, mais M. Zelaya veut être rétabli dans ses fonctions avant la présidentielle.

Les États-Unis ont affirmé mercredi qu'ils ne voyaient pas d'inconvénient à ce que la présidentielle au Honduras soit organisée avant un vote préalable du Congrès.

Le porte-parole du département d'État, Ian Kelly, a toutefois dénoncé jeudi « de nombreuses atteintes aux droits de l'Homme depuis le coup d'État », et notamment des « arrestations arbitraires » et « des attaques contre les médias ».

Il a relevé par ailleurs que le gouvernement hondurien de fait avait « manqué la seule date-limite prévue par l'accord de réconciliation du 30 octobre », qui lui imposait de mettre en place un gouvernement d'union nationale au plus tard le 5 novembre.

À Tegucigalpa, où les partisans de M. Zelaya ont déjà menacé d'un boycott de la présidentielle, M. Micheletti a appelé le président déchu à « éviter que la moindre goutte de sang soit versée » à l'occasion du scrutin.

Son gouvernement a également annoncé que la police et l'armée, un peu plus de 30.000 hommes, étaient prêtes à assurer le bon déroulement des élections.